

La naissance de la SSJB

(Société Saint-Jean Baptiste) de Montréal en 1843...

Au début du XIXe siècle, l'Empire britannique consolide son emprise sur le Canada. Un réseau protestant et loyaliste né en Irlande, l'Ordre d'Orange, prend une place considérable dans cette consolidation. Fondé en 1795 à Ulster pour défendre la suprématie protestante face aux catholiques irlandais, il traverse l'Atlantique avec les colons britanniques et établit sa première loge nord-américaine en 1830, à Brockville, dans le Haut-Canada. Son influence grandit vite. Quatre premiers ministres fédéraux, dont John A. Macdonald, et une dizaine de premiers ministres provinciaux comptent parmi ses membres entre le milieu du XIXe siècle et le milieu du XXe siècle. Ses adhérents occupent des postes clés dans l'armée, la magistrature, la police et la fonction publique, sauf au Québec, où l'Ordre ne parvient jamais vraiment à s'enraciner. Ses défilés annuels, censés commémorer la victoire du roi Guillaume III à la bataille de la Boyne en 1690, tournent régulièrement à la provocation envers les catholiques irlandais et canadiens-français.



L'Ordre d'Orange affecte pourtant directement le sort des Canadiens français, malgré cette absence d'enracinement au Québec. Lors des Rébellions de 1837-1838, de nombreux orangistes du Haut-Canada s'enrôlent volontairement dans les milices appelées à réprimer les insurgés du Bas-Canada. Cette entrée dans les forces armées et policières marque durablement les institutions canadiennes pour plus d'un siècle. L'opposition entre les deux communautés dépasse ainsi le symbole et se traduit, au moment critique, par une participation directe à l'écrasement du mouvement patriote.

Avant même ce moment critique, les Canadiens français du Bas-Canada n'ont rien de comparable à ce réseau pour défendre leurs intérêts. Leur langue est jugée inférieure dans les institutions coloniales, leur religion catholique inspire la méfiance d'une administration anglo-protestante, et leurs représentants élus à la Chambre d'assemblée se heurtent à un Conseil législatif où une minorité bureaucratique anglophone bloque systématiquement leurs initiatives. Cette frustration accumulée depuis des décennies s'exprime en 1834 dans les 92 Résolutions, un document adopté par l'Assemblée du Bas-Canada qui dénonce l'arbitraire colonial et réclame un gouvernement responsable devant les élus du peuple. C'est dans cette atmosphère tendue que Ludger Duvernay choisit d'agir.

Duvernay dirige le journal *La Minerve* depuis 1827. Il a déjà connu la prison à plusieurs reprises pour ses articles critiques envers l'administration coloniale, ce qui fait de lui une figure respectée du mouvement patriote. En mars 1834, avec d'autres patriotes dont le jeune George-Étienne Cartier et le réfugié irlandais Edmund Bailey O'Callaghan, lui-même catholique opposé à la domination protestante dans son pays d'origine, Duvernay participe à la fondation d'une société appelée *Aide-toi et le ciel t'aidera*. L'objectif dépasse la promotion de la lecture et de l'écriture annoncée dans les statuts : il s'agit de donner aux Canadiens français un espace d'organisation collective, comparable à celui que les loges orangistes offrent déjà aux protestants loyalistes. Le 24 juin de la même année, Duvernay organise à Montréal un grand banquet patriotique rue Saint-Antoine. Le maire de l'époque, Jacques Viger, y assiste, entouré d'artisans, de journalistes et de représentants élus. Ce banquet devient le premier jalon d'une tradition qui se répète l'année suivante, puis en 1836 et 1837.

Le choix symbolique de Duvernay mérite qu'on s'y attarde. Les orangistes célèbrent un roi étranger et une victoire militaire contre des coreligionnaires catholiques. Duvernay choisit plutôt saint Jean-Baptiste, figure biblique associée à la parole libre et au courage devant l'autorité établie, pour incarner l'identité collective des Canadiens français. Le message porte loin : à la loyauté envers la Couronne britannique répond la fidélité au peuple canadien-français, à ses traditions et à sa foi.

Les Rébellions de 1837-1838 interrompent brutalement cette dynamique naissante. Plusieurs patriotes sont exécutés, d'autres exilés. Duvernay lui-même doit fuir vers les États-Unis, où il continue d'organiser des célébrations de la Saint-Jean-Baptiste avec la communauté canadienne-française en exil à Burlington. Il revient au Bas-Canada en 1842 à la demande de son ancien collègue patriote Louis-Hippolyte La Fontaine, qui souhaite relancer *La Minerve* sous une forme plus modérée. Au début de 1843, des Montréalais sollicitent Duvernay pour relancer aussi l'association patriotique laissée en sommeil par la répression. Le 9 juin 1843, l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal est officiellement constituée, avec ses statuts et ses règlements. Elle obtient sa charte légale en 1849. Cette double date explique pourquoi certaines sources situent la naissance de la SSJB en 1834 et d'autres en 1843 : la société existe dès 1834 sous une forme informelle, puis se structure légalement neuf ans plus tard, une fois passée la tempête des Rébellions.

La suite donne tout de suite des résultats concrets. L'association met en place des institutions qui répondent aux besoins économiques, éducatifs et culturels d'une population largement exclue des réseaux contrôlés par la minorité anglophone. Elle participe à la création de la Chambre de commerce de Montréal en 1866, donnant aux marchands et entrepreneurs canadiens-français un lieu pour défendre leurs intérêts face à leurs concurrents anglophones mieux organisés. En 1899, elle fonde la Caisse nationale d'économie, une institution d'épargne destinée à une population que les grandes banques anglophones négligent. Elle soutient la création de l'École des beaux-arts de Montréal et de l'École des hautes études commerciales, deux établissements qui forment plusieurs générations d'artistes et de gestionnaires francophones. Elle finance et fait construire le Monument-National, inauguré le 24 juin 1893 sur le boulevard Saint-Laurent, qui devient pendant des décennies le siège social de la société et un lieu central de la vie culturelle et politique canadienne-française à Montréal, avec son théâtre, sa bibliothèque et ses salles de cours publics. En 1944, elle crée la Fondation du prêt d'honneur, qui permet à des milliers d'étudiants peu fortunés d'accéder aux études supérieures grâce à des prêts plutôt qu'à la charité, une distinction qui compte pour des familles soucieuses de dignité.

Cette histoire comporte aussi un volet féminin trop souvent oublié. Dès la fin du XIXe siècle, les Dames patronnesses de l'Association Saint-Jean-Baptiste se réunissent au Monument-National et deviennent, avec le temps, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, une organisation reconnue aujourd'hui comme l'un des points de départ du mouvement féministe québécois. La SSJB a porté, dès ses débuts, des projets sociaux qui vont bien au-delà du cercle restreint de ses fondateurs.

La société joue également un rôle décisif dans la pérennité de la fête du 24 juin. Année après année, dans les paroisses et les villages du Bas-Canada puis du Québec, elle organise défilés, messes et discours patriotiques qui maintiennent vivante la tradition lancée par Duvernay en 1834. Cette persévérance dure plus d'un siècle. Génération après génération, elle entretient un attachement populaire à la date qui rend possible sa reconnaissance officielle : en 1977, l'Assemblée nationale du Québec consacre le 24 juin comme Fête nationale du Québec, en s'appuyant sur une tradition que la SSJB et son réseau de sections régionales ont portée pendant cent quarante ans.

L'engagement de la SSJB se poursuit bien après la fin du XIXe siècle. En 1969, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec se prononcent officiellement en faveur de l'indépendance politique du Québec, position qu'elle maintient depuis dans les grands débats constitutionnels. En 2018, elle lance la Fondation pour la langue française, en présence du premier ministre du Québec et de la mairesse de Montréal, pour soutenir l'apprentissage du français chez les nouveaux arrivants. Cette continuité d'engagement, du banquet patriotique de 1834 jusqu'aux campagnes linguistiques d'aujourd'hui, traverse près de deux siècles d'histoire québécoise.

On présente parfois la SSJB comme une institution dépassée, repliée sur des commémorations d'un autre âge. Les faits récents contredisent cette image, et l'histoire complète de la société le confirme. Dès l'origine, elle fonctionne comme un contre-pouvoir organisé face à un système colonial qui cherche à marginaliser la langue, la religion et l'économie des Canadiens français. Pendant que des orangistes occupent les postes politiques, militaires et policiers de l'Ontario et participent eux-mêmes à la répression des Patriotes, la SSJB construit au Québec un ensemble parallèle d'institutions financières, éducatives et culturelles qui permet à la communauté canadienne-française de se développer en dehors du contrôle anglo-protestant. Sans cette structure laïque, les Canadiens français auraient dû compter presque uniquement sur le clergé catholique ou sur des institutions contrôlées par la minorité anglophone pour financer leurs entreprises, former leurs gestionnaires et organiser leur vie culturelle. La SSJB complète le réseau paroissial : elle construit le pendant économique et professionnel que les paroisses, centrées sur l'éducation religieuse et la charité, ne pouvaient pas offrir à elles seules.

L'héritage de la SSJB dépasse donc le folklore du défilé annuel. Sa fondation répond à une asymétrie de pouvoir bien réelle entre deux communautés du Bas-Canada, documentée jusque dans la composition des milices de 1837-1838. Son histoire montre comment une société civile organisée peut compenser, sur plusieurs générations, l'absence de protection politique formelle, en bâtissant des institutions économiques, éducatives et culturelles durables. Le Québec contemporain doit à cette organisation plusieurs de ses institutions fondatrices et la continuité d'une fête qui, sans elle, aurait pu disparaître après les Rébellions de 1837-1838.

Louis-Martin Carrière